

Espagne

**PLUSIEURS UNIVERSITÉS PROTESTENT  
CONTRE LE RETRAIT DE LEUR PAYS  
DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE  
DE RECHERCHE NUCLÉAIRE**

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 22 novembre. — Les conseils de professeurs des facultés des sciences de plusieurs universités espagnoles protestent contre le retrait de l'Espagne du Centre européen de recherche nucléaire (C.E.R.N.), auquel ce pays appartenait depuis 1961 (voir le Monde du 6 novembre 1968). La décision, qui a été prise par le gouvernement sans qu'un seul organisme scientifique espagnol ait été préalablement consulté, est actuellement l'objet de dures critiques dans l'ensemble de la presse.

M. Fraga Iribarne, ministre de l'information, a déclaré : « L'Espagne se retire du C.E.R.N. d'une part parce qu'elle n'est pas disposée à payer la contribution financière qui lui est réclamée pour 1969 et qui est supérieure de 100 % à celle qu'elle avait versée jusqu'à présent, d'autre part parce qu'elle ne considère pas notre participation à cet organisme comme suffisamment avantageuse par rapport aux bénéfices qui pourraient en être obtenus. »

De source proche du C.E.R.N., on apprend que ces données ne sont pas exactes puisque l'Espagne a payé en 1968 l'équivalent de 11 millions de francs et que pour 1969 elle n'allait verser que la somme de 8,5 millions de francs.

Dans les milieux scientifiques espagnols, on estime que la décision prise par le gouvernement condamne la recherche nucléaire du pays pour un grand nombre d'années et l'on n'arrive pas à comprendre comment on peut laisser perdre « l'argent et l'intelligence dépensés au cours de ces dernières années et abandonner l'un des meilleurs laboratoires du monde ». Les physiciens

**PORTUGAL.** — Quatre personnes accusées de menées subversives pour le compte de la L.U.A.R. (Ligue d'union et d'action révolutionnaire), organisation impliquée dans le hold-up de la Banque du Portugal, à Figueira-da-Foz, ont comparu devant un tribunal de Lisbonne. — (A.F.P.)

espagnols avaient accès à l'accélérateur de particules de 28 GeV que le C.E.R.N. possède à Genève et savaient qu'ils allaient aussi pouvoir utiliser, toujours par l'intermédiaire du même organisme, l'accélérateur de 70 GeV installé près de Moscou, à Serpoukhov.

D'autre part, le C.E.R.N. a l'intention de construire un accélérateur de 300 GeV — le plus puissant du monde, — et un des sites éventuels, proposé par l'Espagne, était l'Escorial, à 50 kilomètres de Madrid. Des études avaient été faites dans ce sens.

Enfin, le retrait de l'Espagne du C.E.R.N. est d'autant plus surprenant que la jeune école de recherche nucléaire est l'une des plus brillantes de la recherche espagnole. Elle compte quelque vingt professeurs d'université et une centaine de chercheurs et de techniciens de grande valeur. L'année dernière, pour la première fois, l'Espagne a présenté les résultats de ses travaux dans le cadre du congrès international de physique nucléaire.

● *Le sort des bases américaines en Espagne fera prochainement l'objet d'une nouvelle session de négociations, indique-t-on au département d'Etat à Washington.* Cette mise au point américaine confirme qu'aucune décision ne doit être attendue des entretiens qualifiés d'exploratoires que le général Earle Wheeler, chef d'état-major interarmes des Etats-Unis vient d'avoir à Madrid au cours des derniers jours. — (A.F.P.)

● *Un Front syndicaliste révolutionnaire, réunissant d'anciens phalangistes, a été constitué à Madrid. Il est dirigé par M. Manuel Hedilla, un des chefs de la Phalange au début de la guerre civile. Le F.S.R. se propose de défendre les idéaux de Jose Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, idéaux qui, dit-il, « furent trahis au cours des trente dernières années ». — (A.F.P.)*